



Manifestation contre l'expulsion des résidents de Mix'art Myrrys, place du Capitole à Toulouse, vendredi.



Le Mix'art Myrrys est installé depuis 2005 dans une

A Toulouse, la politique de la friche brûlée

Privé de locaux et de subventions, le collectif autogéré Mix'art Myrrys, créé en 1995, risque de disparaître, malgré une action reconnue de longue date. Une situation qui touche d'autres tiers-lieux de la ville, sous pression foncière.

Par
ANNABELLE MARTELLA
Photos
ROMAIN LAURENDEAU

La circassienne se meut dans son harnais en cuir comme un oisillon déploie délicatement ses ailes. A peine a-t-elle fait quelques pas sur la place du Capitole à Toulouse, à l'heure où le conseil municipal présidé par Jean-Luc Moudenc (LR-LREM) fait bruisser l'hôtel de ville, qu'elle se fait encercler par sept dompteurs, attacher par des cordes sèches, entraver dans ses moindres gestes. Ce vendredi-là, cette performance en plein rassemblement en soutien au Mix'art Myrrys, friche culturelle autogérée fermée administrativement depuis le 20 janvier pour raisons de sécurité, est sans équivoque. C'est la culture, celle qui déborde, celle qui n'est pas conventionnelle, et qui se fait malmenier par les pouvoirs publics et la pression

du foncier. Manifestants et sympathisants ne cessent de parler de «gentrification et d'embourgeoisement», de «tournant sécuritaire et normatif» d'une ville de plus en plus hostile aux pauvres qui ne voudrait en son sein «qu'une culture raisonnable, capable d'attirer les touristes».

Les mots sont forts, mais en se promenant dans la Ville rose, difficile de les contredire. Aux quatre coins de la métropole, les projets de réaménagement fleurissent : logements sociaux, mais aussi appartements de luxe et hôtel quatre étoiles aux abords du touristique dôme de la Grave, futur centre des affaires et gratte-ciel derrière la gare Toulouse Matabiau, arrivée de la troisième ligne de métro et «recomposition urbaine» du quartier industriel des Ponts-Jumeaux où se trouve le hangar du Myrrys. Et même si la municipalité se refuse à faire le moindre lien, les initiatives citoyennes, elles, périssent : la buvette clandestine Bleu Bleu au bord de la Garonne,

le laboratoire permanent des arts de la scène du pavillon Mazar ou encore le centre Abbé-Pierre et le DAL 31, menacés d'expulsion sur le site de la Grave afin de permettre la création d'espaces paysagers et de cheminements piétons favorisant l'accès au musée des Abattoirs et au jardin Raymond-VI. Une fragilisation des initiatives culturelles avec laquelle la région Occitanie n'est pas en phase : «Les temps actuels ne doivent pas être à l'aggravation d'une situation déjà désastreuse pour les acteurs culturels», explique Serge Regourd, président de la commission culture de la région Occitanie. Dans le cas du pavillon Mazar qui héberge Merci, comme dans celui des locaux de l'association Mix'art Myrrys, la région a proposé à plusieurs reprises de participer financièrement à la réhabilitation des locaux, dans le cadre du contrat territorial région-Toulouse Métropole.»

PILIER DES CONTRE-CULTURES

Installé depuis 2005 dans une ancienne halle de stockage, là où le canal longe l'autoroute, le Mix'art Myrrys, avec sa trentaine d'ateliers d'artistes, son immense parking et ses salles de spectacles, constitue l'un des centres culturels les plus emblématiques de Toulouse. Né en 1995 dans les anciennes usines à chaussures Myrrys du quartier Saint-Cyprien-Patte-d'Oie, squat où se côtoyaient artistes, sans-abri et sans-papiers, «parfois les trois à la fois», le collectif a occupé tous les locaux vides qu'il pouvait, n'hésitant pas à bousculer les habitants des quartiers les plus huppés, comme en témoigne un fameux épisode de l'émission *Strip-Tease*.

CULTURE/



ancienne halle de stockage, acquise par la métropole.



Le lieu abrite une trentaine d'ateliers d'artistes et des salles de spectacles.

Après une décennie de luttes et de négociations, ils sont relogés dans ce hangar loin du centre-ville que la métropole acquerra en 2018. L'histoire devait s'écouler là, paisible, le Mix'art Myrys avait depuis longtemps assis sa notoriété, pour être reconnu nationalement comme pilier des contre-cultures, notamment dans le rapport ministériel de Fabrice Lextrait sur les «nouveaux territoires de l'art». On aurait même pu penser qu'il était depuis le temps devenu une institution. Mais l'engouement pour les «tiers-lieux» ces dernières années n'a pas rendu la vie plus facile aux défricheurs (Mains d'œuvres à Saint-Ouen, le Dispel à Grenoble...), à ceux qui, avant les tables rondes et les projets des promoteurs, ont cherché dans les interstices un espace de liberté pour tenter de faire cohabiter, loin des contraintes du marché, culture, enjeux sociaux et autogestion.

En pleine pandémie, et alors que le secteur culturel est gravement touché, le Mix'art Myrys écope en janvier d'une visite de la direction de la sécurité civile et des risques majeurs de la ville : six salariés, près d'une dizaine d'associations et environ 300 artistes accueillis chaque année se retrouvent sur le carreau. Le bâtiment n'est pas aux normes, le collectif le savait depuis des années. C'est pourquoi, explique Joël Lécussan, coordinateur depuis plus de vingt ans de la structure, ils n'avaient pas signé la nouvelle convention de mise à disposition. Pour la réhabilitation, la métropole proposait de mettre trois millions sur la table. Une somme jugée trop modeste par le collectif. Pour accueillir du public en toute sécurité, il faudrait engager des travaux de plus de sept millions d'euros, selon

une étude de faisabilité commandée par la ville. La friche culturelle continue d'interpeller sans relâche élus locaux et ministère de la Culture. La situation est encore plus critique qu'elle en a l'air. En plus de subir une fermeture administrative, le collectif vient d'apprendre que sa subvention n'a pas été renouvelée en décembre par le conseil métropolitain. Une mise à mort qu'explique Francis Grass, adjoint au maire en charge de la culture : *«Malgré une dizaine de réunions de concertation, aucun accord n'a jamais été trouvé avec l'occupant. Le Mix'art Myrys n'est pas un lieu plus symbolique que la Cinéma-thèque ou le Centre dramatique national, et nous avons déjà de nombreuses dépenses allouées à la gestion de notre énorme patrimoine culturel.»*

«MLIEUX DIFFÉRENTS»

Des relogements au cas par cas seraient proposés aux artistes. Dans son atelier d'artiste résidente, entre de sorcière où des plantes abortives poussent sous lumière artificielle, Annlor a du mal à envisager sa vie sans «la famille» du Mix'art Myrys. Ioa, plasticien et musicien tout juste sorti des Beaux-Arts de Toulouse, la regarde s'agiter silencieusement : *«Moi non plus, ça ne m'intéresse pas d'être seul dans mon atelier, sans entraide ni partage des connaissances. Ils ne se rendent pas compte qu'ils nous coupent d'un lieu artistique stimulant. Ici, ce n'est pas comme les Beaux-Arts, il y a plein de gens issus de milieux différents.»* Le Mix'art Myrys n'est pas le seul dans la tourmente. Non loin de là, caché derrière les arbres, c'est un autre creuset de population qui s'est évanoui, en décembre,

pillé par des individus, puis détruit par les pelleteuses des collectivités. Difficile de se figurer sur cette terre toute retournée le Bleu Bleu, guinguette pirate de Gilbert Vivien, vieillard taciturne aux multiples légendes, parfois SDF, parfois ancien maillot jaune du Tour de France, qui a bâti de ses mains il y a quarante ans sa maison bleu Méditerranée sur les berges de la Garonne. Sur son terrain, musiciens et amoureux de tous âges discutaient des heures, attablés à ses terrasses de bric et de broc, les pieds dans l'eau, achetant parfois un verre de bière au fameux tenancier. Quelques jours après son décès, des habitants ont essayé de se mobiliser, écrivant à la direction régionale des affaires culturelles (Drac) pour faire classer ce trou de poésie *«entre les mondes de l'art brut, des arts modestes, de l'arte povera ou du land art»* si propice aux *«dérives à la Guy Debord»*. Trop tard pour Toulouse Métropole, qui a voulu au plus vite assurer *«sa mise en sécurité et son nettoyage»*, et lancera prochainement pour la remplacer un appel d'offres pour *«une guinguette éphémère, démontable»*. A croire que les collectivités ont à cœur d'effacer les traces d'une histoire populaire qui s'épanouit dans les marges de l'urbanité.

RAYÉ DE LA CARTE

Mais certains lieux plus institutionnalisés sont aussi en danger. Dans le centre-ville, le Laboratoire permanent des arts de la scène du pavillon Mazar s'appête à être rayé de la carte. Investi depuis 1997 par le Groupe Merci, reconnu notamment pour son spectacle *la Mastication des morts*, performance

d'outre-tombe où une trentaine d'acteurs confinés dans des cercueils ressassent ad vitam æternam leurs existences aux spectateurs qui se penchent à leur chevet, l'ancien marché aux draps en a vu passer des comédiens. Espace d'expérimentation, il a accueilli sur des temps de recherche Krystian Lupa, Mathieu Amalric ou encore Eugène Green. Mais sa notoriété n'empêchera pas sa fin. Après plus de vingt ans de procédure juridique contre les propriétaires, deux couples bien décidés à l'époque à faire de cette bâtisse un loft, la compagnie occupe désormais le lieu sans bail commercial et est priée de plier bagage en mars. La municipalité ne s'inquiète pas tant que ça de voir partir ces artistes fortement ancrés dans le tissu culturel toulousain : *«Le bâtiment est doublement protégé, au titre des monuments historiques d'une part et au titre de l'ordonnance de 1945 qui spécifie qu'un lieu destiné au théâtre doit le rester»*, nous rappelle-t-elle.

Joël Fesal a, lui, le cœur gros. Il ne s'opposera pas à la décision de justice, *«trop vieux et légaliste»* pour faire quoi que ce soit qui dérogerait à la loi. Mais le plasticien regarde avec nostalgie ce lieu qui, par son architecture imposant un dispositif scénique quadrifrontal, a tant travaillé son art. Abattu, il ne peut contenir sa colère contre les collectivités qui auraient pu sauver ce théâtre d'essai et sa compagnie. *«Toulouse a du talent pour séduire un jour et remercier le lendemain. Cela va ainsi depuis le Moyen Âge, depuis que Rabelais est passé de Montpellier directement à Bordeaux, faute de trouver place dans notre chère ville de Tolosa»*, écrit-il, désespéré par la politique culturelle menée. ♦